

N° 7350⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

**concernant certaines modalités d'application et les sanctions
du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du
Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règle-
ment (CE) n° 1102/2008**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(5.4.2019)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 27 mars 2019 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**concernant certaines modalités d'application et les sanctions
du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du
Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règle-
ment (CE) n° 1102/2008**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 27 mars 2019 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 5 février 2019 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 17 votants, le 5 avril 2019.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente du Conseil d'État,
Agy DURDU

